



Un Défenseur des Droits de l'Homme Ouïghour Expulsé des Nations Unies

New York City, 8 mai 2017 – Le 26 avril 2017, Dolkun Isa, défenseur des droits de l'homme ouïghour et membre de l'Organisation des Nations et des Peuples Non Représentés (UNPO), qui participait au Forum Permanent des Nations Unies pour les Questions Autochtones (UNPFII), a été forcé de quitter les locaux de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

L'incident a eu lieu à l'extérieur de la Salle de Conférence 4, dans laquelle les organisations représentant les peuples autochtones, les membres du Forum, les agences de l'ONU et les États discutaient de la mise en œuvre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Le personnel chargé de la sécurité à l'ONU a demandé à Mr Isa, co-fondateur et Secrétaire général du Congrès mondial des Ouïghours, sa pièce d'identité avant de le prier de bien vouloir quitter les locaux de l'ONU. Et ce, sans explication, malgré ses demandes.

En dépit des efforts faits par l'UNPO et la Société pour les peuples menacés, au nom de laquelle Mr Isa et son confrère défenseur des droits de l'homme Omer Kanat étaient accrédités comme participants au Forum, Mr Isa n'a pas pu retourner dans l'enceinte du bâtiment. Deux jours après l'incident, le 28 avril, il s'est vu refuser un nouveau badge d'accès.

Ce n'est pas la première fois que Mr Isa est empêché de s'exprimer à des forums de l'ONU. En 2007, il a été escorté hors des Nations Unies et brièvement placé en garde à vue au cours de la session du Comité des droits de l'homme de l'ONU à Genève, Suisse.

Pour Marino Busdachin, Secrétaire général de l'UNPO, « il est très inquiétant d'assister une fois encore à la domination exercée par les États au sein du système des Nations Unies, en particulier dans le cadre du UNPFII, un forum de l'ONU crucial en cela qu'il offre un espace aux peuples autochtones pour qu'ils puissent exprimer leurs inquiétudes et recommandations ».

China Change, Human Rights in China, Human Rights Watch, la Campagne internationale pour le Tibet, Initiatives for China, Minority Rights Group, le Nonviolent Radical Party, Transnational and Transparty, l'Ogaden People's Rights Organisation, la Société pour les peuples menaces, Solidarité Chine, le Southern Mongolian Human Rights Information Center, l'UNPO, le Uyghur Human Rights Project, le World Sindhi Congress et le Congrès mondial des ouïghours appellent le Secrétariat du Forum à faire toute la lumière sur les causes de cet incident. Ils demandent également à ce que les droits des représentants de peuples autochtones à s'exprimer dans cette arène soient respectés inconditionnellement dans le futur.